

Grenada. A second feature of the decade before World War One was the Yishuv's turn to Palestinian agricultural labor as well as Yemeni Jewish labor to permit Zionist enterprises to survive on the world market. Shafir's research reveals that the Yemeni option was favored by the Planters' Society (Agudat Netaim) and that it did not lead, as had been hoped, to a displacement of Palestinian Arabs but rather to a deepened casteism or ethnicism among Jews, again something akin to what happened in the US. It is from this period that Ashkenazi prejudice against the Yemeni Jewish worker crystallized. Finally, from this period comes the Kibbutz which Shafir finds to have little to do with the supposed Russian tradition of some of the immigrants arising instead out of the conflict of Jewish agricultural workers with the World Zionist Organization, a conflict intensified by the economic competition with Arab farmers, who could function at a lower cost level. The Kibbutz was in fact a cost-lowering device.

Shafir's work suggests that the material about the Zionist enterprise to be found in the archives for this period sheds more light on the Jewish settlers from Europe than from Yemen, much less the Arabs. Future researchers will want to compose a work more centered in the Yemeni experience for these years. Palestinian historiography, too, still has many gaps. Shafir's work is like much of that of Colonial American history, work handicapped by being uprooted from a larger dynamic that is somehow partially still not known. It is commendable that he realizes this and maximizes comparisons to the other settler states. His thesis of the co-optation of the labor movement by nationalism would be interesting to promote in comparative history. It will need to be reconciled, however, with some important trends in labor history which are rejecting the worker as economic man in favor of a more multi-focal view of the worker, a view giving weight to politics, culture and gender.

Peter Gran
Temple University

T.C. Willett — *A Heritage at Risk. The Canadian Militia as a Social Institution*, coll. IUS Special Editions on Armed Forces and Society, n° 1, Boulder and London, Westview Press, c1987, xviii, 269 p., app. biblio., index.

Écrire que les sociologues canadiens ont porté peu d'intérêt au fait militaire est un euphémisme. Il convient donc de souligner la parution du livre de T.C. Willett, *A Heritage at Risk. The Canadian Militia as a Social Institution*. Professeur émérite de sociologie à l'Université Queen's, l'auteur est un ancien militaire britannique qui a immigré au Canada en 1970. Resté très attaché au métier des armes, il a choisi d'étudier la milice justement à cause de cette affection et son livre est un fervent plaidoyer en sa faveur.

Son ouvrage s'appuie sur une enquête écrite et orale qui a exigé beaucoup de travail. Trois cent deux (302) officiers, dont 40 femmes, et 31 sergents-majors régimentaires, provenant de 29 unités de milice, 18 d'entre elles étant des régiments d'infanterie, ont rempli le questionnaire reproduit à l'annexe B. De plus, l'auteur a mené des centaines d'interviews, dans plus de cent quartiers généraux et unités, auprès d'officiers de milice (dont le commandant, le commandant adjoint, le capitaine-adjutant et le

sergent-major régimentaire de chaque unité), de colonels honoraires, de miliciens à la retraite, de membres de la Légion canadienne, de citoyens influents et du public en général.

Willett s'est donné comme objectif d'étudier les rôles civique et militaire de la milice. Pour ce faire, il commence par situer la place du fait militaire dans les sociétés anglo-saxonnes et par tracer un sommaire de l'évolution de la milice canadienne dont il entreprend ensuite l'analyse. Il considère tour à tour son organisation, l'identité sociale de ses officiers, la façon de vivre associée à cette institution, la position ambiguë du personnel de soutien provenant de la force régulière et, enfin, les liens qui unissent la milice et la communauté.

L'étude ne se limite pas à une description de l'état de la milice telle que l'auteur l'a perçue durant son enquête des années 1975-1980. On y trouve développée une thèse qu'on peut résumer ainsi. La milice canadienne fut dans le passé une institution civique et militaire, liée à la communauté à laquelle elle appartenait et représentative du milieu dont étaient issus ses membres. Malgré les problèmes qu'elle a connus, elle a joué un rôle important dans l'évolution de la société, en plus de constituer en quelque sorte l'épine dorsale de l'armée canadienne. Le caractère de la milice, cependant, a beaucoup changé depuis la fin des années cinquante et, en particulier, depuis l'unification. Les signes en sont nombreux. Elle est maintenant subordonnée à la force régulière. Elle a perdu son caractère civique, puisqu'elle n'a plus son pouvoir d'attraction auprès des communautés auxquelles les unités sont toujours associées, mais dont elles ne sont plus représentatives. Les citoyens ne manifestent plus qu'indifférence vis-à-vis la milice. Enfin, les régiments ne sont plus que des compagnies destinées à servir de renfort à la force régulière en cas de besoin. En dépit des changements nombreux que la milice a subis, elle a conservé un trait important tout au long du siècle : « too many regiments with too many officers and too few troops » (139).

La milice, aux yeux de l'auteur, est donc bien mal en point. Il s'agit là d'une situation d'autant plus déplorable que la force régulière ne compense pas les avantages de la milice d'autrefois, bien au contraire. Willett, en effet, se montre très critique aussi vis-à-vis elle. Il dénonce, entre autres, son esprit bureaucratique et ses effets dévastateurs, l'unification dont les conséquences néfastes n'ont pas fini de se faire sentir et le bilinguisme que l'auteur juge irréaliste dans le contexte des forces militaires alliées où la langue anglaise est maîtresse. L'unification et le bilinguisme constituent d'ailleurs deux cas patents où la volonté politique a primé sur les impératifs militaires.

L'auteur ne se contente pas de décrire les maux qui affligent le système militaire. Il pointe du doigt les responsables. Ainsi, Willett reproche aux hommes politiques leur indifférence et même leur grossière négligence envers les forces armées, à commencer par des premiers ministres aussi influents que MacDonald, King et Trudeau. En fait, les politiciens ont fait preuve d'un mépris certain envers les citoyens volontaires et les soldats de métier dont ils ont mis en péril la vie et la santé. La guerre au Vietnam a d'ailleurs entraîné une détérioration de la situation. Le désintérêt pour le monde militaire n'a jamais été plus évident que depuis cette époque. La présence militaire est disparue des campus et des écoles. L'indifférence pour les questions militaires, l'hostilité même envers le monde militaire règnent maintenant dans les médias et le milieu académique qui se montrent, par contre, sensibles aux activités des mouvements pacifistes et anti-nucléaires. Dans la situation actuelle, le sort fait à la milice n'émeut pas l'opinion publique, qui ne lui manifeste aucun intérêt, tandis que son rôle politique est aujourd'hui nul.

Le livre a certains mérites. Au lecteur ignorant de la vie militaire mais désireux de s'y initier, l'étude de Willett peut apprendre beaucoup. De plus, compte tenu de l'état de la recherche sur la milice, certains chapitres, comme celui consacré à l'analyse sociologique, fournissent des renseignements et rapportent des témoignages qu'il importe de verser au dossier. Enfin, ce livre est de nature à susciter la réflexion et à provoquer tout à la fois la controverse — ce que l'auteur souhaite (4) — étant donné ses opinions bien arrêtées sur des points essentiels de la vie militaire du Canada.

L'essai de Willett, cependant, n'a pas que des mérites. Ce livre sur la milice canadienne a paru aux États-Unis. On peut présumer en toute vraisemblance que son auteur n'a pas trouvé d'éditeur au Canada à cause du malaise que cet ouvrage crée chez le lecteur, malaise dû à certains problèmes de fond que le livre soulève. D'abord, le manque de culture historique de l'auteur mine la crédibilité de l'ouvrage. Dans cette étude, l'arrière-plan historique joue un rôle essentiel. Or, Willett affirme lui-même que la milice est un sujet de recherche fort négligé. De rares historiens, tels J.-Y. Gravel et D. Morton, s'y sont intéressés. Pourtant, ce n'est qu'en cours de rédaction avancée que l'auteur avoue avoir découvert le travail du premier sur les Voltigeurs de Québec. Avant d'entreprendre la rédaction d'une synthèse sur un sujet aussi vaste et aussi peu étudié, l'auteur se devait d'assurer ses arrières du point de vue historique. Il n'y est pas parvenu.

Certaines des erreurs contenues dans le livre n'ont pas leur place dans une publication de ce type. Elles sont d'ailleurs tellement bêtes que le lecteur en ressent une véritable gêne. Ainsi, comment l'auteur d'un ouvrage de nature censément académique peut-il penser gagner la confiance du lecteur en écrivant, par exemple, que l'Île-du-Prince-Édouard a joint la Confédération en 1867, que le Manitoba et la Colombie-Britannique ont fait de même en 1905 et que le diplomate James Richard Cross, enlevé le 6 octobre 1970, fut libéré après être resté quatre semaines environ aux mains de ses ravisseurs.

D'autre part, il n'existe pas d'études d'histoire sociale portant sur les régiments de milice au XX^e siècle. Or, l'auteur ne prétend pas seulement dresser le portrait de la milice, telle qu'il l'a perçue durant son enquête. Il compare la situation d'aujourd'hui à celle d'avant le second conflit mondial et il en tire des conclusions préjudiciables à la milice contemporaine. Or, le portrait qu'il dessine de la milice d'autrefois s'appuie particulièrement sur les commentaires de certains de ses interlocuteurs. Or, ces témoignages constituent une pièce à verser au dossier de la milice. Ils ne sauraient permettre les généralisations de l'auteur. D'autres recherches restent à faire. On peut illustrer ce propos par la situation de la milice au Québec. J.-Y. Gravel a insisté sur le piètre état des régiments ruraux à la fin du XIX^e siècle et on connaît l'état d'esprit des francophones québécois à l'égard de la conscription pendant le premier conflit mondial. Peut-on croire dans ce contexte que la milice aurait évolué à un point tel qu'elle aurait constitué, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, l'institution civique et militaire dont parle l'auteur ? Si oui, il faut le prouver. Willett ne l'a pas fait. Les opinions que l'auteur a recueillies sur la milice d'avant 1939 allaient dans le sens de sa thèse. Il en résulte une vision manichéenne des choses, qui va à l'encontre de l'œuvre scientifique qui devrait être fondée sur l'établissement d'un *continuum*, non sur une dichotomie.

Une autre faiblesse de l'ouvrage doit être relevée. L'auteur regrette l'époque dorée où la milice formait selon lui une institution civique et militaire importante et il n'a rien de bon à dire sur le système militaire du Canada contemporain. Il regrette aussi le peu d'intérêt, d'estime et d'attention que l'institution militaire soulève de nos jours

dans de nombreux milieux. Voilà des sentiments, parmi d'autres, qu'un ancien militaire peut se permettre de manifester, mais un sociologue ne sait-il pas que l'institution militaire ne reste pas statique, qu'elle évolue comme la société dont elle fait partie ? Certes, le caractère de la milice a changé, mais la société aussi a beaucoup changé. Un sociologue ne saurait ignorer cet aspect fondamental de la question. Avant de porter des jugements catégoriques sur le système militaire, le sociologue n'a-t-il pas pour mission d'analyser la société, bien différente de celle d'hier, d'où émane l'institution militaire pour chercher à comprendre et à expliquer la nature des changements que celle-ci subit et a subis ? Un ancien militaire peut bien regretter, par exemple, que de plus en plus d'officiers ne se perçoivent plus d'abord comme des soldats, mais plutôt comme des professionnels exerçant une carrière, celle des armes. On attend, par contre, du sociologue qu'il nous donne la mesure exacte du phénomène, qu'il nous en explique les causes et qu'il nous aide à le comprendre.

Son propre métier aurait donc dû inciter l'auteur à se montrer prudent dans ses jugements. Il en est de même pour son manque de familiarité avec l'histoire canadienne. Or, il s'est fait, au contraire, du système militaire canadien une idée personnelle qu'il exprime avec force et conviction et il n'hésite pas à porter des jugements intempestifs et sans nuance sur plusieurs sujets dont l'étude et l'analyse scientifiques restent à faire. Le livre est un ouvrage de sociologie, mais le sociologue s'efface pour laisser parler l'ex-militaire qui se sert de la tribune qui lui est offerte pour régler ses comptes avec un système militaire qui lui déplaît. Le livre s'en trouve ainsi déprécié. Le lecteur ne peut s'empêcher de se demander où prend fin la science et où commence la polémique et dans quelle mesure celle-là n'est pas au service de celle-ci.

Ce livre ne saurait donc être l'étude définitive de la milice canadienne, annoncée dans la présentation de la collection (ii). L'ouvrage a vu le jour après la rédaction de plusieurs versions (xv). Manifestement, il n'était pas encore prêt pour la publication. On comprend mal qu'il ait servi à inaugurer une collection publiée par une association académique aussi prestigieuse que *The Inter-University Seminar on Armed Forces and Society*. Le livre a certains mérites, mais on était en droit de s'attendre à mieux d'un sociologue qui jouissait au départ et d'une formation et d'une expérience militaires.

Précisons en terminant que nous avons préparé ce compte rendu à titre personnel. Notre jugement du livre n'aurait pas été moins sévère si notre statut avait été celui de professeur d'université plutôt que de chercheur à la Défense nationale.

Jean-Pierre Gagnon
Défense nationale

Stephen Yeo, ed. — *New Views of Co-operation*. London: Routledge, 1988. Pp. vii, 276.

New views of Co-operation, edited by Stephen Yeo, is a collection of twelve essays which offers both a chronological and interpretive study of various aspects of working-class co-operation in nineteenth- and twentieth-century Britain. These essays, eleven of which were written by graduate students at the University of Sussex, attempt to offer an expanded view of co-operation beyond the efforts of previous social historians such as J.F.C. Harrison and the Owenite focus.